NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Le capitalisme du stade suprême au stade sénile, ultime, le capitalisme financiarisé mondialisé

Une nouvelle ère de crises, de guerres et de révolutions

Janvier 2025

Brochure éditée par Démocratie Révolutionnaire, courant du Nouveau Parti Anticapitaliste - *Révolutionnaires*

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

« *Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif.*
Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs ; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse. »

Marx, *Le Capital*

Livre premier - Le développement de la production capitaliste
VIII° section - L'accumulation primitive
Chapitre XXXII - Tendance historique de l'accumulation capitaliste

Le capitalisme du stade suprême au stade sénile, ultime, le capitalisme financiarisé mondialisé

Une nouvelle ère de crises, de guerres et de révolutions

Catastrophes environnementales et humanitaires, régression sociale, spéculations financières nourries par la dette et les déficits, menace de krach financier majeur, récession chronique, fuite en avant vers un embrasement militaire incontrôlable, le capitalisme financiarisé mondialisé entraîne l'humanité dans sa faillite destructrice… En réponse, de puissantes mobilisations sociales se multiplient depuis les Printemps arabes et Occupy Wall Street fin 2010 - 2011. Elles portent l'exigence de « changer le monde » et constituent les seules forces capables de mener à bien une telle tâche, une révolution socialiste mondiale, seule mondialisation progressiste, démocratique et écologique fondée sur la paix et la coopération des peuples.

Jusqu'alors, l'idée d'une société libérée de l'exploitation et de la domination de classe, une société socialiste, communiste, est restée une utopie ou a été écrasée par les forces réactionnaires, la contre-révolution stalinienne ou encore usurpée par des dictatures nationalistes comme en Chine. Ce ne sont pas les idées du socialisme et du communisme formulées par Marx et Engels au XIXème siècle qui étaient erronées mais le développement économique, social, culturel qui n'était pas encore assez élevé pour permettre le triomphe d'une transformation mondialisée de la société.

Aujourd'hui, la marche à la faillite du capitalisme sénile et l'émergence d'un nouveau prolétariat à l'échelle mondiale leur redonnent toute leur force, leur jeunesse. L'expansion du capitalisme à l'échelle planétaire, la mondialisation grâce au travail humain ont construit les bases matérielles et culturelles de leur réalisation.

Cependant, le monde du travail, la jeunesse, les opprimé·es restent encore trop dominés par le poids des échecs passés pour imaginer que les bouleversements et transformations du monde en cours puissent permettre de le changer. Les forces réactionnaires capitalistes, l'extrême-droite, ont l'initiative et imposent leur idéologie de classe pour étouffer les révoltes et les

contestations. Elles prétendent qu'il n'y a pas d'autre société possible que la société capitaliste fondée sur la domination de classe, la propriété privée, le profit et la concurrence, la nation et l'État.

Cela est faux, les sociétés humaines n'ont jamais cessé d'évoluer et qui pourrait croire que le monde de Trump et Musk, de Poutine et Xi Jinping ou de Macron et Le Pen n'est pas condamné à céder la place à une autre société, égalitaire et juste.

Cela était déjà vrai quand Lénine décrivit et analysa le développement du capitalisme qui avait conduit à la folie de la guerre de 1914, le nouveau stade impérialiste [1], pour anticiper les suites de la guerre, la dialectique des luttes de classes et définir les nouvelles tâches du mouvement ouvrier révolutionnaire, le défaitisme révolutionnaire, transformer la guerre impérialiste en guerre civile, la lutte pour le pouvoir, conditions d'une paix démocratique. La vague révolutionnaire soulevée par la barbarie de la Première guerre mondiale déboucha sur la victoire de la révolution d'Octobre 1917 dirigée par Lénine et Trotsky. Mais celle-ci resta isolée laissant la place à la contre-révolution stalinienne et les mains libres à la folie du capitalisme, le fascisme et la Deuxième guerre mondiale impérialiste pour le repartage du monde puis à une nouvelle phase de développement du capitalisme.

D'expédients en expédients, de crise en crise et de guerre en guerre, le capitalisme a réussi à perpétuer sa domination en surmontant sa maladie chronique, sa crise d'accumulation qui voit se concentrer des masses de plus en plus exorbitantes de capitaux qui exigent toujours plus de profits nouveaux au prix d'une surexploitation des hommes et de la nature.

Aujourd'hui, il est à bout de souffle, a atteint ses limites historiques. Les moyens de production ont connu un tel progrès qu'ils sont incompatibles avec la propriété privée et l'État national, exigeant une planification mondialisée.

L'époque nouvelle que nous connaissons, l'époque du capitalisme financier mondialisé, ouvre pour la première fois de l'histoire, la possibilité d'une révolution mondiale que le mouvement ouvrier a besoin d'anticiper en s'appropriant la méthode de Lénine et Trotsky, la dialectique de la lutte de classe, la révolution en permanence, une véritable renaissance du marxisme vers un nouveau mouvement socialiste et communiste.

1 *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine – 1916 – https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm

Il s'agit là d'un travail collectif auquel ce texte se veut une contribution pour établir la continuité de notre combat et le contenu de la rupture depuis l'ère de l'impérialisme à notre époque de crises, de guerres et de révolutions, comprendre les données de la nouvelle phase du capitalisme sénile qui conditionnent l'évolution des luttes de classes, élaborer une compréhension commune de la période et des tâches dégagée des mythes du passé nécessaire à « *l'organisation du prolétariat en parti* »[2].

***

Retour sur *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* ou les perspectives révolutionnaires face à la Première guerre mondiale en réponse à la faillite de la Social-démocratie

L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme écrit par Lénine en 1916 s'inscrit dans une séquence dramatique pour le mouvement ouvrier qui commença avec le déclenchement de la 1ère guerre mondiale et ce que ce dernier dénonça comme « *la faillite de la 2ème internationale* »[3]. Les principaux dirigeants des partis sociaux-démocrates regroupés au sein de la IIème internationale tournaient alors le dos à leurs engagements internationalistes et basculaient dans le nationalisme et le soutien à leur propre bourgeoisie, à son Etat.

La politique internationaliste réaffirmée lors du congrès à Bâle, en 1912, qui appelait les travailleurs de tous les pays à manifester leur solidarité de classe pour déclarer « *la guerre à la guerre* » s'était transformée en son contraire provoquant « *la scission du socialisme* »[4]. Commençait alors la bataille pour rassembler la poignée de révolutionnaires restés fidèles à l'internationalisme prolétarien en formulant une politique contre la guerre impérialiste pour refonder le mouvement révolutionnaire.

Ce travail dans lequel s'engageait Lénine nécessitait de rompre avec le marxisme mécanique imprégné de la routine de la social-démocratie durant la période de relative paix sociale où se développait l'impérialisme, un

2 *Manifeste communiste*, Marx, Engels – 1847 – https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm
3 *La faillite de la 2ème internationale*, Lénine – 1915 – https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500.htm
4 *L'impérialisme et la scission du socialisme*, Lénine – 1916 – https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/10/vil191610001.htm

marxisme privé du souffle de la révolution, de toute approche dialectique. La rupture avec la Social-démocratie signifiait une véritable renaissance du marxisme à laquelle participe l'écriture de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, analyse de la période et des processus qui avaient conduit à l'émergence de l'impérialisme, à la barbarie de la guerre et à l'effondrement du mouvement ouvrier. Lénine écrivait :

> « *L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur.* »

Il voyait ainsi dans le passage du capitalisme à son stade impérialiste, la formation des « *traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* », c'est-à-dire au socialisme. Sous le contrôle du capital financier, les moyens de production et d'échange avaient connu un développement sans précédent, accompagné d'une forte extension internationale dans le cadre des empires coloniaux, d'un partage du monde que les impérialismes rivaux prétendaient maintenir ou remettre en cause par la guerre. La seule issue à celle-ci était une révolution renversant le capitalisme, une révolution socialiste dont les conditions matérielles étaient réunies et

pour laquelle il était nécessaire d'armer le mouvement ouvrier d'une stratégie révolutionnaire, en rupture avec le social-patriotisme.

Cette politique se concrétisa en Russie en 1917. Elle fut l'instrument de la victoire de la Révolution d'Octobre et de la construction de l'Etat ouvrier soviétique, puis de la fondation de la IIIème internationale dans la perspective de l'expansion mondiale de la révolution. Lénine comme Trotsky étaient bien conscients que sans cette expansion, en particulier à l'Allemagne, la révolution commencée en Russie était vouée à l'échec. De fait, la vague révolutionnaire qui déferlait après la fin de la guerre dans une partie de l'Europe fut brisée. L'URSS restée isolée subit la contre-révolution stalinienne. Les contradictions entre puissances impérialistes s'accentuaient, conduisant en deux décennies de chaos à la 2ème guerre impérialiste mondiale.

Il s'avéra ainsi que les conditions objectives et subjectives n'étaient en réalité pas réunies pour que la révolution socialiste initiée en Russie s'étende au-delà de ses frontières.

Cela ne remet en rien en cause la démarche de Lénine et de Trotsky. La justesse de la théorie marxiste et de l'avancée de l'humanité vers le socialisme s'est écrite à travers les révolutions de 1848, 1871, 1917. Ces dernières constituent une puissante expérience, capital culturel du prolétariat, étapes vers une nouvelle révolution à venir à travers un développement tant du capitalisme que du mouvement ouvrier lui-même. Il appartient aux révolutionnaires de travailler à cette renaissance du mouvement socialiste et communiste. « *La principale erreur que puissent commettre les révolutionnaires est de regarder en arrière vers les révolutions du passé.* »[5] écrivait Lénine.

De la Deuxième guerre mondiale impérialiste à la fin des empires coloniaux, le nouveau souffle du capitalisme

Si le prolétariat n'avait pas réussi, dans l'entre-deux guerres, à s'opposer à la réaction de la bourgeoisie, la révolution permanente n'en poursuivait pas moins son travail. A la fin de la Première guerre mondiale, le traité de Versailles censé y mettre fin préparait en fait la deuxième guerre impérialiste pour le partage du monde. Les rapports de force entre les puissances impérialistes s'étaient modifiés. Les Etats-Unis étaient en passe de détrôner de sa

5 Œuvres complètes T. 24, Lénine – 1917 – https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/04/vil19170422a.htm

position de première puissance mondiale l'Angleterre qui, comme les autres puissances européennes, sortait affaiblie de cinq ans de massacres et de destructions. Les bourgeoisies italienne puis allemande, après avoir brisé la montée révolutionnaire, se jetaient dans les bras du fascisme pour militariser la production et la vie sociale, se préparant à la guerre contre le camp des impérialismes vainqueurs en 1918. En 1936 en Espagne, en France, la révolution en marche était désarmée par les partis communistes staliniens alliés à la social-démocratie. Les derniers obstacles à la marche à la Deuxième guerre mondiale étaient levés.

Elle permit aux Etats-Unis d'établir leur hégémonie écrasante -militaire, économique et monétaire-, sur les autres puissances impérialistes, institutionnalisée par les accords de Bretton Woods en 1944. Anticipant la fin des combats, un accord avait été passé à Yalta entre les vainqueurs – USA, Angleterre et URSS – pour se répartir, par l'occupation militaire directe, la tâche d'écraser dans l'œuf toute tentative révolutionnaire dans l'Europe dévastée. De ce partage émergea la division du monde en deux blocs, bloc occidental contre l'URSS stalinienne, la Guerre froide.

Toute velléité de révolution en Europe fut effectivement déjouée, mais la révolution éclata ailleurs. Une puissante vague de révolutions de libération nationale mit fin, en moins de trente ans, aux empires coloniaux qui s'étaient constitués depuis le XIX^{ème} siècle. Les colonies s'émancipaient du joug colonial, donnant naissance à de nouveaux Etats souverains.

Cette vague de révolutions changeait le monde capitaliste, bouleversant les vieux rapports de domination coloniale. L'essor des pays ex-coloniaux, leur intégration au marché capitaliste mondial après l'effondrement de l'URSS, ouvraient une nouvelle période de développement au mode de production capitaliste.

De la crise des années 1970 à l'offensive libérale et impérialiste vers « *le troisième âge du capitalisme* »

Après la Deuxième guerre mondiale, les USA et les impérialismes européens connurent une période de croissance portée par la reconstruction – les « Trente glorieuses » –, période de collaboration des partis social-démocrates et staliniens au pouvoir de la bourgeoisie dans les prétendus « Etats providence ». Le capitalisme prétendait avoir résolu ses contradictions, trouvé le moyen de se réguler.

Il n'en était rien. La situation se retournait à la fin des années 60. Le capital accumulé ne trouvait plus de sources d'investissements suffisantes pour satisfaire ses appétits en plus-values nouvelles. La crise éclatait en 1973, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit rattrapait l'expansion capitaliste. Les puissances impérialistes payaient aussi le coût des sales guerres coloniales et de la Guerre froide. Elles étaient également frappées par une augmentation brutale du prix du pétrole. Ce « choc pétrolier » était un signe avant-coureur des changements en cours dans les rapports internationaux : débarrassés de la tutelle coloniale, les pays producteurs de pétrole devenus souverains pouvaient désormais s'entendre pour imposer aux compagnies pétrolières occidentales le versement d'une rente à hauteur de leurs exigences.

En 1972, Ernest Mandel, économiste et dirigeant de la IV^{ème} internationale, publiait *Le troisième âge du capitalisme*. Il y décrivait les transformations en cours et les effets des contradictions à l'œuvre anticipant « *l'époque de l'histoire du mode de production capitaliste au cours de laquelle la contradiction entre la croissance des forces productives et les rapports de production capitalistes vieillissants a pris une forme explosive. Cette contradiction déclenche une crise généralisée de ces rapports de production* ».

La mondialisation libérale, du capitalisme des monopoles au capitalisme des multinationales

Parlant de « *la concentration de la production et les monopoles* », Lénine décrivit comment, autour du début du XX^{ème} siècle, les tendances à la concentration du capital inhérentes au capitalisme, associées aux immenses progrès technologiques réalisés en quelques années autour des révolutions « énergétiques » (électricité et pétrole), avaient donné naissance aux « monopoles ». Dans chacune des puissances impérialistes, un petit nombre de sociétés géantes s'étaient constituées au détriment des plus faibles, profitant aussi de leur emprise croissante sur les possessions coloniales. Leur petit nombre leur permettait, tout en restant concurrentes, de passer des accords entre elles, de constituer des regroupements (« trusts », « cartels », « syndicats d'entreprises »…) pour se partager les marchés et s'entendre sur les prix pour engranger des surprofits, vendre au-dessus du « prix de marché » qui résulte du jeu de la concurrence dans le capitalisme de libre-échange. Aux alentours de 1900, cette tendance s'imposait, constituant un saut qualitatif que Lénine définissait comme le passage du « *capitalisme de libre échange* » au « *capitalisme des monopoles* », l'impérialisme.

Plus d'un demi-siècle plus tard, poussé par les mêmes besoins d'échapper à la baisse tendancielle du taux de profit, le capital occidental, concentré dans les holdings des banques et des grands groupes industriels nationaux partait à la conquête de nouveaux territoires. Les vieux monopoles nationaux se transformaient en multinationales, tissant leurs « chaînes de valeur mondiales » qui, à travers filiales et sous-traitants, drainaient vers leurs sommets la plus-value tirée de l'exploitation d'une classe ouvrière désormais mondiale. Ce mouvement, initié dès la décennie 1970, prenait son essor dans le monde occidental pendant les années 1980, avant de s'étendre à la planète entière après la dissolution du bloc de l'Est en 1989-91 et l'effondrement de l'URSS.

Les multi ou transnationales réalisent 1/3 des exportations mondiales. Elles sont à l'origine de la plupart des transferts de technologie. On en recense environ 80 000 qui contrôlent 800 000 filiales et 150 d'entre elles possèdent 40 % de la valeur économique et financière de toutes les multinationales. Les 10 principales (Walmart, Apple, des géants du pétrole comme Shell, Sinopec, China National Petroleum, BP et Exxon ou de l'automobile comme Toyota et Volkswagen, et l'entreprise d'électricité chinoise State Grid) sont plus riches que les 180 pays les plus « pauvres » de la planète ensemble parmi lesquels l'Irlande, Israël, l'Indonésie et l'Afrique du Sud...

Alors que l'émergence de l'impérialisme du début du XX^{ème} siècle était portée par les révolutions industrielles de l'électricité et du pétrole, le développement de la mondialisation libérale s'est appuyée sur la révolution numérique, le développement des technologies de l'information et de la communication, les TIC.

Sur le plan économique, ces chaînes de valeur mondiales ont permis au capital des vieilles puissances impérialistes de trouver, dans l'exploitation de la main d'œuvre bon marché des anciens pays coloniaux et les reculs imposés à leur propre classe ouvrière du fait de sa mise en concurrence sur le marché mondial du travail, les moyens de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, sous l'égide et le contrôle hégémonique des Etats-Unis. Elles ont ainsi ouvert la porte au développement des pays dits émergents. Au sommet de ces nouvelles puissances capitalistes émergentes se trouvent celles regroupées sous le terme de BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, récemment rejoints par l'Iran, l'Argentine, l'Egypte, l'Ethiopie, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. La Chine, du fait de sa taille, de ses ressources, de la politique de son Etat et du niveau de développement qu'elle possédait au moment où avait commencé l'afflux de capitaux étrangers,

surtout américains, put grâce à eux se transformer en quelques années en « usine du monde » avant de développer ses propres multinationales pour devenir, à partir des années 2000, la deuxième puissance mondiale, en capacité de concurrencer les Etats-Unis.

Mais le processus d'accumulation du capital qui s'est opéré dans ces nouvelles puissances capitalistes est radicalement différent du long processus de plusieurs siècles à travers lequel les vieilles puissances impérialistes d'Europe ou les USA ont concentré, accumulé entre leurs mains, le capital extrait de l'exploitation du travail et des richesses des peuples coloniaux qu'elles avaient soumis à leur domination. C'est en cela que la généralisation de la caractérisation d'impérialiste à ces nouvelles puissances capitalistes, en particulier de la Chine, ne décrit pas la réalité des rapports économiques entre les vieilles puissances impérialistes et ces puissances dites émergentes. Pour les marxistes, le sens du mot impérialisme ne se réduit pas simplement à « agressif » ou « expansionniste ». Il renvoie à un mode d'accumulation du capital qui a déterminé l'évolution du monde durant le XIXème et le XXème siècles et que ne reproduisent pas aujourd'hui les nouvelles puissances capitalistes pour la simple raison que ça leur est impossible.

Cela détermine la nature des rapports entre les vieilles puissances impérialistes et les nouvelles puissances capitalistes qui façonnent notre époque, qui font de ces vieilles puissances défendant leur domination le principal facteur d'instabilité et de guerre dans le cadre du capitalisme financiarisé mondialisé.

De la naissance du capital financier à la financiarisation

Pour Lénine, le passage du capitalisme de libre échange à l'impérialisme donnait naissance à la fusion du capital industriel et du capital bancaire pour donner le capital financier. Dans chacun des empires, les grandes banques drainant par de multiples biais les capitaux de plus en plus considérables exigés par l'expansion des appareils de production et d'échange, concentraient entre les mains d'une oligarchie financière intimement liée à son Etat le contrôle de l'appareil financier et à travers lui industriel.

Lénine y voyait un saut qualitatif : « … *le XX^{e} siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général*. »

De la même façon, les transformations profondes qui se sont produites pendant la période de mondialisation libérale ont provoqué le passage du « *capitalisme financier* » au « *capitalisme financiarisé mondialisé* », décrit dans de nombreuses publications au cours des dernières décennies, en particulier d'auteurs marxistes comme Michel Husson et François Chesnais.

Cette offensive dite libérale est une politique de classe menée avec la complicité active des Etats visant à ouvrir une série de secteurs d'activité qui lui échappaient encore, en particulier la privatisation des services publics, santé, éducation, transports mais aussi l'agriculture, etc. Tout ce qui est susceptible de dégager un profit est privatisé, toute transaction est contrainte de passer par l'intermédiation des banques… qui prélèvent leur dîme au passage. Il s'agit d'une offensive en règle contre les salarié.es et l'ensemble de la population, un transfert de richesses de leurs poches dans celles de la finance.

Cette financiarisation s'accompagne d'une « dérégulation », l'élimination d'une série de « règles », de contraintes, qui avaient été mises en place après la Deuxième guerre pour tenter d'assurer une certaine stabilité au système financier mondial.

Le premier pas fut la décision par Nixon, en 1971, de mettre fin à la convertibilité du dollar en or. Les accords de Bretton Woods avaient fait du dollar, indexé sur l'or, la monnaie par rapport à laquelle se définissait la valeur de toutes les autres, le Trésor US étant tenu de rembourser en or tout Etat qui lui présentait des dollars. Mais le coût de la guerre du Vietnam, l'épuisement de la croissance à la fin des Trente glorieuses, la masse considérable de dollars qui circulaient dans le monde, faisaient que le stock d'or détenu par les USA ne pouvait faire face à la demande potentielle. D'où la décision brutale de Nixon, qui n'était en rien le fait d'un choix idéologique « néo-libéral », mais bien une réponse aux circonstances, l'entrée du capitalisme dans la crise des années 1970.

Les dernières amarres avec l'or larguées, le système monétaire international entrait dans un régime dit de « change flottant ». La parité entre les monnaies des principales puissances mondiales allait désormais s'établir sur un marché financier, le « marché des changes » ou Forex, créé en 1973. La valeur relative de ces monnaies tout comme la stabilité monétaire étaient confiées à la loi de l'offre et de la demande, ouvrant du même coup un immense casino à la spéculation. Au fil des années, bénéficiant de la rapidité d'échanges permis par les réseaux informatiques, le Forex est devenu de beaucoup le plus important marché financier du monde. En 2010, 4000 milliards de dol-

lars y étaient échangés en moyenne chaque jour, pour un montant annuel représentant 15 fois le PIB mondial. En 2022, la moyenne journalière était passée à 10 300 milliards de dollars, son total annuel à 35 fois le PIB mondial. Cela fait du Forex l'illustration la plus folle du parasitisme du capitalisme financiarisé mondialisé.

Parallèlement, les Etats qui se finançaient auparavant auprès des banques centrales décidaient de le faire désormais par des emprunts auprès des banques privées. Cela assurait à celles-ci, sous forme d'intérêts, de nouvelles entrées d'argent extorquées à la population par l'impôt, une véritable rente. Extorsion complétée par des régimes fiscaux extrêmement favorables aux plus riches, qui bénéficient par ailleurs des paradis fiscaux, sans oublier les sommes considérables qui leur sont distribuées sous une multitude de prétextes.

Ce soutien financier aux grands groupes capitalistes par les Etats à seule fin de compenser la baisse chronique et inexorable des taux de profit industriels explique la fuite en avant dans un endettement public aux conséquences désastreuses, tandis que l'oligarchie financière y gagnait un puissant moyen de pression sur des gouvernements placés sous la menace permanente d'une hausse des taux.

La financiarisation de l'État débouche sur une véritable fusion avec la finance, mouvement qui se concrétise aux USA avec la mise en place d'un gouvernement de milliardaires et l'omniprésence de Musk chargé d'y veiller tout en allégeant les coûts.

Le renouveau des Bourses et la mondialisation de la spéculation, quand le capital fictif dévore l'économie

La période 1970-1990 marque aussi le renouveau des Bourses d'actions restées au second plan au cours de la période précédente. Une des raisons de cette mise en sommeil était liée aux conséquences de la grande crise de 1929, puis de la Deuxième guerre mondiale. Sous forme de nationalisations, certains secteurs de l'économie, chemins de fer, électricité, poste, etc., trop coûteux à remettre en état pour le capitalisme privé mais indispensables au fonctionnement de l'ensemble étaient passés sous le contrôle des Etats.

Au début des années 80, la vague de privatisations impulsée par Reagan et Thatcher, en France par Mitterrand, s'accompagna du renouveau des Bourses voulu par les gouvernements pour permettre à quelques grands groupes fi-

nanciers auxquels ils bradaient banques et grandes entreprises de rassembler les capitaux nécessaires à leurs investissements auprès de la bourgeoisie grande, moyenne ou petite auprès aussi d'une fraction du monde du travail encouragée à placer ses économies en achetant des actions.

Déréglementation, big-bang financier et boursier permirent la constitution de nouvelles institutions financières, fonds de pension, fonds d'investissements de grandes banques, grandes compagnies d'assurance, etc. Ces institutions rassemblaient des masses considérables de capitaux collectés auprès de la population (cotisations de retraite, épargne, actionnariat salarié…) qu'elles cherchaient à faire fructifier en les plaçant sous forme d'actions d'entreprises ou d'obligations sur la dette des Etats et des grandes entreprises, mais aussi sur les autres marchés financiers, changes ou produits dérivés.

A partir de 1990, les espoirs de développement mis sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication créaient un afflux de capitaux sur ce secteur. Sur le Nasdaq, bourse spécialisée sur les valeurs dites « technologiques », la capitalisation boursière atteignait des sommets, bien au-dessus des perspectives de profit qu'elles portaient en réalité. La bulle qui s'était ainsi constituée explosait dans le krach dit de « la nouvelle économie » en 2000-2001, entraînant de nombreuses fermetures d'entreprises et jetant des dizaines de milliers de travailleurs à la rue. Cette purge ne mettait pour autant pas un coup d'arrêt à la fuite en avant de la spéculation boursière, en particulier dans ce secteur : de 2004 à aujourd'hui, l'indice du Nasdaq a été multiplié par 12, alors que sur la même période le CAC40 était multiplié par 2,2, le Wall Street 30 par 4,5.

Les nouvelles technologies permirent le développement des réseaux de communication informatiques qui ouvrait la possibilité aux « investisseurs » de n'importe quel pays de placer leur argent sur pratiquement toutes les places boursières du monde. La spéculation sur les actions de n'importe quelle entreprise cotée quelle que soit sa nationalité, la possibilité de prêter de l'argent à n'importe quel Etat par le biais d'obligations, en fait l'accès à l'ensemble des marchés financiers, se sont ouverts aux jeux de casino de l'oligarchie financière mondiale, par-dessus les frontières.

Le capital financier a ainsi engendré un capital fictif hypertrophié sans lien ni avec la production ni l'échange de marchandises qui ne fructifie que dans l'immense sphère financière qui parasite, étouffe, dévore l'économie et menace de la ruiner.

La crise de 2007–2009, tournant dans la mondialisation financière ou la crise globale d'accumulation du capital

Les menaces liées à cette financiarisation mondialisée hors contrôle se concrétisèrent dans la crise qui éclata en 2007. Déclenchée aux Etats-Unis par l'effondrement du marché immobilier des subprimes criblé de titres de dettes insolvables, elle se transmit à l'ensemble de l'économie mondiale par le biais des « produits dérivés » qui, censés prévenir les risques, avaient contaminé l'ensemble de l'appareil financier mondialisé.

Malgré les mesures prises par les Etats et les banques centrales pour sauver, à coup de millions de milliards, un système bancaire gavé de « titres de dette pourris », l'économie mondiale est plongée depuis dans une phase de stagnation, conséquence de la maladie chronique du capitalisme, une crise d'accumulation majeure, mondialisée, dont la cause première est l'épuisement des taux de profits industriels.

La chute des taux de profit industriels à l'origine de la crise de 1970 n'a en réalité été que pour une faible part compensée par la phase de mondialisation libérale, principalement par la baisse du « coût du travail » résultant de la mise en concurrence des prolétaires du monde entier. Elle a surtout été occultée par les taux de marge mirobolants affichés par les grandes multinationales et par la croissance quasi permanente de leur capitalisation boursière. Mais ces taux de marge (profit global réalisé en un an divisé par les capitaux investis) intègrent aussi bien le profit industriel (plus-value extorquée à leurs salariés et à ceux de leurs sous-traitants), que les surprofits tirés de leur situation de monopole, les intérêts résultant de leurs filiales spécialisées dans le crédit et les gains tirés de la spéculation sur les marchés financiers. Matérialisation au plus haut niveau de la financiarisation de l'économie, les holdings financières qui sont au sommet des grandes multinationales jouent en réalité sur tous ces tableaux : exploitation salariale, situation de monopole, crédit, spéculation financière. A titre d'exemple, en 2023, Engie disait avoir tiré 30 % de son résultat de ses activités spéculatives sur les marchés de l'énergie.

Les statistiques le prouvent, les taux de profit industriels, les seuls issus directement de la plus-value extorquée aux travailleur·es, stagnent, voire régressent, ainsi que la productivité du travail. La stagnation économique résulte pour une grande part des reculs imposés aux salaires, résultat des offensives du capital pour augmenter le taux d'exploitation. Confronté à

la stagnation de l'économie et à la baisse des taux de profits industriels, le système de production et d'échange est incapable d'offrir à des capitaux en croissance exponentielle suffisamment de possibilités d'investissements productifs. Des masses de plus en plus considérables de capitaux inutilisés se précipitent dans la spéculation et l'industrie de la dette. Le total des sommes qui s'échangent annuellement sur les divers marchés financiers est de 40 à 50 fois plus important que le PIB mondial, estimation des richesses produites annuellement. Cette production de capitaux fictifs sans commune mesure avec les richesses réellement crées par le travail mais dont la valorisation ne peut venir que de l'exploitation du travail fait planer la menace de krachs et de crises de solvabilité aux conséquences dévastatrices.

Le fait que des masses énormes de capitaux s'amoncellent entre quelques mains tandis que les inégalités explosent, que les travailleurs et la nature sont plus que jamais surexploités n'a rien d'un paradoxe, pas plus que cela n'est un signe que le « *capitalisme se porte bien* ». C'est au contraire la caractéristique d'un capitalisme qui s'enfonce dans une crise d'accumulation majeure, étouffant sous une masse de capitaux qu'il est incapable de mettre en valeur de façon productive. L'incapacité avérée du capitalisme financiarisé mondialisé et de ses institutions à mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant est un des signes que ses mécanismes de régulation sont non seulement devenus impuissants mais se sont transformés en leur contraire, aggravant l'état du malade, le précipitant dans la faillite.

Nouvelle période et révolution technologique

Cette révolution s'inscrit dans le processus global d'évolution des moyens de production et d'échange, plus précisément dans l'automatisation des process de production à qui l'invention des microprocesseurs, dans les années 1970, faisait franchir un pas qualitatif. Cette invention ouvrait aussi la voie au développement de la micro-informatique et des réseaux de communication numériques, dont Internet, qui devenait accessible au public vers 1990.

C'était le début d'un développement exponentiel du traitement automatisé de l'information, reposant sur une colossale infrastructure matérielle, réseaux de communication radio et par câbles terrestres et sous-marins, satellites, etc., immense accumulation de travail humain. Immense travail aussi en termes de recherche théorique qui se manifeste aussi bien dans la concentration de puissances de calcul de plus en plus importantes dans des volumes de plus en plus réduits que dans l'élaboration des algorithmes de

ladite intelligence artificielle. Sans oublier le travail des dizaines, voire centaines de millions de « petites mains du clic » qui, partout dans le monde et pour des salaires de misère, rendent le « big data » exploitable par l'intelligence artificielle.

Dans ses multiples applications pratiques, le développement des TIC a incontestablement constitué une révolution industrielle, en ce sens qu'elle a profondément transformé les moyens de production et d'échange, dans tous les domaines. Accaparé par le capital à ses propres fins, il a été le support matériel de la globalisation de l'économie, la circulation en temps réels des informations permettant la coordination des tâches à l'intérieur des chaînes mondiales de production. Et c'est à travers ces réseaux que les échanges financiers ont pu désormais se dérouler quasi instantanément, une aubaine pour les spéculateurs.

Par contre, l'espoir mis par les économistes dans ce que cette révolution technologique augmenterait la productivité globale du travail et permettrait une relance des taux de profit et de la croissance, à l'image des révolutions industrielles précédentes, a fait long feu.

La plus-value tirée du travail humain est liée à la part du capital consacrée aux salaires. Si la part des salaires baisse dans le total de capital investi dans une production, cela entraîne inévitablement, à taux d'exploitation inchangé, une baisse relative de la plus-value, donc du taux de profit. L'introduction des TIC échappe d'autant moins à la règle qu'elle est intervenue alors que les taux de profit étaient bas, conséquence des modernisations précédentes de l'appareil de production et d'échange qu'elles poursuivent. Les capitalistes n'ont de cesse de compenser les effets de cette loi par diverses contre-mesures dont la plupart se révèlent aujourd'hui inopérantes, ne leur laissant que la guerre de classe, l'aggravation incessante du taux d'exploitation.

La révolution technologique des TIC concentre de façon aiguë une des contradictions fondamentales du capitalisme entre la socialisation croissante de l'économie aujourd'hui à l'échelle mondiale et l'absurdité de la propriété privée qui concentre des pouvoirs exorbitants dans les mains de quelques individus. Elle est une des manifestations les plus folles du parasitisme de la finance en concentrant un pouvoir immense entre les mains de sept multinationales américaines dites les « *sept magnifiques* » Microsoft, Nvidia, Tesla, Meta, Apple, Alphabet et Amazon qui dominent Wall Street.

Incapable d'apporter un nouveau souffle au capitalisme, la révolution technologique transforme les gains de temps de travail qu'elle permet en chô-

mage pour les uns et en surexploitation pour les autres, tout en contribuant à la destruction de la planète par le pillage des ressources comme par les quantités d'énergie que son fonctionnement exige. Mise au service de la collectivité par un pouvoir révolutionnaire des travailleurs elle pourrait être un instrument extraordinaire d'économie du temps de travail, de partage des connaissances et des informations, de planification et de culture, de socialisation et de développement de l'humanité.

De la mondialisation de la concurrence au chaos de la militarisation mondialisée

Les « *contradictions, frictions, conflits particulièrement aigus et violents* » dont parlait Lénine à propos du passage du capitalisme de libre concurrence à celui des monopoles se sont amplifiés à travers le « *développement inégal et combiné* » qui a transformé l'impérialisme en capitalisme financiarisé mondialisé. Elles en ont exacerbé les traits essentiels, le parasitisme, la surexploitation de l'homme et de la nature, la concurrence mondialisée associée à la lutte militaire pour le contrôle des matières premières et énergétiques, des marchés et des voies logistiques.

La guerre est le complément inévitable de la concurrence économique et commerciale, elle est une arme économique, la continuation de la politique économique par d'autres moyens.

Depuis la crise de 2007-2009, le monde « *unipolaire* » sur lequel les USA régnaient sans partage se fracture, devient « *multipolaire* », se structurant autour de divers regroupements instables, Otan autour des USA, BRICS, Chine-Russie…, qui s'affrontent sur le plan commercial comme militaire. La guerre en Ukraine, au Moyen-Orient et dans d'autres pays comme en Afrique en sont des conséquences et des facteurs aggravants.

L'Otan, de loin la plus grande puissance militaire mondiale, est le regroupement des vieilles puissances impérialistes derrière leur leader incontesté, les Etats-Unis. Leur richesse, leur puissance s'est nourrie de siècles de pillage colonial des autres. Leur infrastructure idéologique, juridique et politique, la liberté et le semblant de démocratie qui y subsistent encore, se sont construits sur l'exploitation coloniale, « *par la boue et par le sang* » selon l'expression de Marx. Leur caractérisation d'impérialisme est le produit de cette histoire, à travers le partage du monde en empires coloniaux dont ils ont été les acteurs depuis le XVI^{ème} siècle.

Les autres sont les anciennes colonies ou semi-colonies de l'ère impérialiste qui se sont libérées de leur tutelle, puis se sont intégrées, à travers la période de mondialisation libérale, au capitalisme financiarisé mondialisé, processus à travers lequel elles sont devenues de nouvelles puissances capitalistes. Ces puissances émergentes sont en concurrence entre elles, tout en tentant de se libérer des diktats que continuent d'exercer sur elles les vieilles puissances impérialistes, en particulier à travers leur hégémonie monétaire soutenue par une force militaire démesurée qui a établi ses bases dans tous les coins de la planète. Le regroupement des BRICS vise à faire reculer cette mainmise des puissances occidentales tandis que des intérêts divergents en opposent les différentes composantes.

L'exacerbation de la concurrence du fait de la stagnation que connaît le capitalisme mondial engendre l'escalade militariste et guerrière qui entraîne toutes les puissances capitalistes. Nous ne sommes plus à l'époque des guerres entre quelques grandes puissances occidentales se battant pour le partage du monde et son leadership telles celles de 1914 ou de 1940. Aujourd'hui, la concurrence mondialisée entraîne une militarisation mondialisée, des guerres par procuration comme la guerre d'Ukraine ou celle du Moyen-Orient, une menace de mondialisation de la guerre menée à la fois par les vieilles puissances occidentales pour tenter de préserver une domination dépassée et par les nouvelles puissances capitalistes, grandes et petites, en lutte pour l'appropriation des richesses et des marchés.

L'humanité est confrontée à la menace de multiplication des guerres par procuration manipulée par les grandes puissances, de guerres régionales avec en permanence le risque, qu'il serait aveugle d'écarter, d'une guerre nucléaire.

Avec le capitalisme financiarisé mondialisé, le mode de production capitaliste a atteint des limites indépassables

En 1913, dans *L'accumulation du capital*[6], Rosa Luxemburg avançait l'idée que les mécanismes fondamentaux du capitalisme, la recherche permanente du profit maximum par l'aggravation du taux d'exploitation dans un contexte de concurrence, la nécessité pour un capital de plus en plus concentré de trouver en permanence toujours plus de marchés pour les marchandises pro-

6 *L'accumulation du capital*, Luxemburg – 1913 – https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm

duites et de terrains d'investissements, font qu'il a un besoin incessant de « terres vierges » à conquérir, de territoires ou de secteurs économiques sur lesquels ne règne pas encore le mode de production capitaliste. A défaut, il s'enfonce dans des crises d'accumulation inextricables qui se transforment en catastrophe posant l'alternative « socialisme ou barbarie ».

La faillite qui frappe aujourd'hui le capitalisme financiarisé mondialisé, la profondeur de sa crise d'accumulation et ses multiples conséquences sont l'expression du fait qu'il n'a plus de perspective d'expansion, qu'il se heurte non seulement à sa crise d'accumulation, conséquence de la baisse tendancielle du taux de profit, mais aussi à une contrainte infranchissable, les frontières géographiques de la planète qui lui ferment toute possibilité d'expansion à la mesure de ce qui lui serait nécessaire. Quant à la course folle et incontrôlable vers la catastrophe environnementale, elle montre qu'une autre frontière a été franchie, celle à partir de laquelle les mécanismes naturels de régulation écologique sont incapables de faire face à l'emballement productiviste.

« *À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale* » écrivait Marx[7].

Pour la première fois de l'histoire, les conditions objectives et subjectives sont mûres pour une transformation de la société à l'échelle mondiale

Lénine écrivait : « *le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste […que…] quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* ». L'histoire nous a montré que cette époque de transition était plus longue que ne l'espéraient les révolutionnaires au début du siècle dernier et que les conditions économiques, sociales, culturelles n'étaient pas encore mûres, dans les années 1920, pour que le prolétariat parvienne à mettre fin à la domination capitaliste. Mais « *le développement inégal et combiné* » a poursuivi son œuvre.

7 *Préface à la Critique de l'économie politique*, Marx – 1859 – https://www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km18590100b.htm

Le travail humain a continué de développer les techniques, les connaissances et la culture collective de l'humanité comme ses moyens d'échanges et de communication. Il l'a fait sous la férule et au profit du capitalisme financiarisé mondialisé tout en exacerbant les contradictions d'un mode de production depuis longtemps dépassé et qui transforme les progrès en catastrophes sociales et naturelles.

Sur le plan des conditions matérielles, le niveau scientifique et technologique des moyens de production et d'échange permettrait sans aucun doute possible, utilisés rationnellement, d'assurer à chaque être humain un niveau de vie décent, à condition d'en finir avec les effets pervers de la concurrence et de la course au profit, condition nécessaire par ailleurs pour stopper la fuite en avant vers une catastrophe écologique, amorcer une « réparation » de la nature. Le degré de modernisme et d'automatisation de l'appareil productif, le gain de travail immense que cela représente permettrait, réparti entre toutes et tous, de diminuer considérablement le temps de travail, procurant à chacun·e le temps nécessaire pour se cultiver, s'instruire, participer activement à la vie sociale et politique, se libérer des différentes formes d'aliénation.

La structuration de l'appareil économique sous la forme des multinationales a mis en place une socialisation et une division mondiale du travail sans précédent, mettant en relation les prolétaires du monde entier. Prendre le contrôle de cette structure repose sur la prise de contrôle des oligopoles financiers qui se trouvent au sommet de l'édifice et en dirigent le fonctionnement. Exproprier les actionnaires des multinationales et les oligarques financiers, constituer un monopole bancaire placé sous le contrôle d'un gouvernement démocratique des travailleurs donnerait à ce dernier les moyens de piloter la production et les échanges. Cela suppose remplacer un système anarchique basé sur la concurrence et la recherche du profit immédiat par une planification démocratique de la production en fonction des besoins réels de la population, plan qui devrait impérativement intégrer les paramètres relatifs au respect des équilibres naturels, à leur restauration. Les immenses progrès réalisés dans les nouvelles technologies de l'information constitueraient un puissant outil au service de l'évaluation des besoins et de l'organisation de la production.

Les évolutions du mode de production capitaliste se sont accompagnées d'un développement sans précédent de la classe ouvrière mondiale. Une classe ouvrière qui est comme jamais interconnectée, par le biais des réseaux qui relient toutes les entités des chaînes de valeur et dans le cadre privé, Internet

et les réseaux sociaux. Cette classe ouvrière, qu'elle soit active, privée d'emploi ou, pour les jeunes, en cours de formation, subit de plein fouet les conséquences sociales et antidémocratiques de la crise globale. Les explosions de révolte sociale qui se sont multipliées dans de nombreux pays depuis la crise de 2007-2008, bravant la répression sanglante des Etats, sont la réponse du prolétariat mondial à la dégradation de ses conditions de vie. Ces révoltes, quels qu'en soient les facteurs déclenchants, portent la contestation des pouvoirs en place, elles sont le signe qu'une situation révolutionnaire est en train de se constituer, à l'échelle mondiale. Le facteur subjectif est, à l'image du facteur objectif, mondialisé.

La période actuelle est celle de l'affrontement entre les classes dominantes capitalistes et le prolétariat sans autre issue possible que la transformation révolutionnaire de la société à l'heure où la crise globale rend impuissant le réformisme et illusoire la lutte pour « *un autre partage des richesses* ».

Notre action militante ne peut trouver son efficacité que dans son adéquation aux évolutions des consciences engendrées par la combinaison de l'évolution des rapports sociaux, économiques et politiques, et du mouvement réel du monde du travail, de la jeunesse, des femmes, les révoltes et soulèvements que ces évolutions provoquent et nourrissent. Les confusions, le désarroi actuels sont un moment particulier vers une prise de conscience supérieure dont nous ne connaissons pas le rythme mais qui conduit inévitablement à la rupture avec un ordre social failli, à la prise de conscience que l'avenir de la société, de l'humanité est entre les mains de la classe exploitée et opprimée, la classe des producteurs.

La « *révolution en permanence* » que voyait Marx dans l'évolution dialectique de l'histoire des sociétés poursuit son œuvre.

3 janvier 2025

« *Le régime social existant – ceci est assez généralement admis – a été créé par la classe actuellement dominante, la bourgeoisie. Le mode de production propre à la bourgeoisie, appelé depuis Marx mode de production capitaliste, était incompatible avec les privilèges des localités et des ordres, de même qu'avec les liens personnels réciproques du régime féodal. La bourgeoisie a mis en pièces le régime féodal et édifié sur ses ruines la constitution bourgeoise de la société, empire de la libre concurrence, de la liberté d'aller et venir, de l'égalité juridique des possesseurs de marchandises et autres splendeurs bourgeoises. Le mode de production capitaliste pouvait maintenant se déployer librement. Les forces productives élaborées sous la direction de la bourgeoisie se sont développées, depuis que la vapeur et le nouveau machinisme ont transformé la vieille manufacture en grande industrie, avec une rapidité et une ampleur inouïes jusque-là. Mais de même que, en leur temps, la manufacture et l'artisanat développés sous son influence étaient entrés en conflit avec les entraves féodales des corporations, de même la grande industrie, une fois développée plus complètement, entre en conflit avec les barrières dans lesquelles le mode de production capitaliste la tient enserrée. Les forces de production nouvelles ont déjà débordé la forme bourgeoise de leur emploi ; et ce conflit entre les forces productives et le mode de production n'est pas un conflit né dans la tête des hommes comme, par exemple, celui du péché originel et de la justice divine : il est là, dans les faits, objectivement, en dehors de nous, indépendamment de la volonté ou de l'activité même de ceux des hommes qui l'ont provoqué. Le socialisme moderne n'est rien d'autre que le reflet dans la pensée de ce conflit effectif, sa réflexion, sous forme d'idées, tout d'abord dans les cerveaux de la classe qui en souffre directement, la classe ouvrière.* »

Engels, *Anti-Dühring*

Imprimé par Copy Média - Parc d'activité du Cournaud - 23, av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

Le courant Démocratie révolutionnaire publie une lettre électronique hebdomadaire. Pour s'abonner, retrouver les anciens numéros, rendez-vous sur le site :

https://www.npa-dr.org

Contact : **contacts@npa-dr.org**

Lisez la presse du NPA *Révolutionnaires*

International page 4
SYRIE : LA DICTATURE SANGLANTE S'EFFONDRE, MAIS LES RAPACES SONT TOUJOURS LÀ

Premières lignes page 8
ZOOM SUR LES LUTTES DU MONDE DU TRAVAIL

Vie du parti page 12
DANS MOINS DE DEUX MOIS, LE CONGRÈS DE NOTRE PARTI

RÉVOLUTIONNAIRES

24 12 DÉCEMBRE 2024 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

LES SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES, C'EST POUR CELLES ET CEUX QUI CROIENT AU PÈRE NOËL...

Prenons directement notre sort en main !

ÉDITORIAL
La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été réussie au-delà de ce qui était prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient à ceux d'autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, exercices des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

LA COURSE DES PETITS CHEVAUX POUR MATIGNON

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Ils ont accouru à l'Élysée pour cautionner le bla bla de Macron autour de la nomination

SUITE PAGE 2 >>

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

SITE WEB : npa-revolutionnaires.org | INSTAGRAM | X (TWITTER) | FACEBOOK : @npa_revo | YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

https://npa-revolutionnaires.org

Participation aux frais d'édition : 2€